



Cotton Expert House Africa gGmbH · Eulenkrußstraße 82 · 22359 Hamburg · Germany



## 2ème Conférence Panafricaine du Coton Rapport

**1-2 November 2018  
Kampala, Ouganda**

Tel. +49 (0) 40 6 03 06 761

[info@cotton-house-africa.org](mailto:info@cotton-house-africa.org)  
[www.cotton-house-africa.org](http://www.cotton-house-africa.org)

## 2ème Conférence Panafricaine du Coton, 1-2 novembre 2018 à l'Hôtel Sheraton, Kampala, Ouganda

### Synthèse

La deuxième Conférence Panafricaine du Coton, organisée par Cotton Expert House Africa (CHA) en collaboration avec Cotton Development Organisation (CDO), a eu lieu à Kampala, Ouganda, du 1 au 2 novembre 2018 à l'hôtel Sheraton. Le producteur « du champ à la mode », Fine Spinners Uganda Ltd., et la Western Uganda Cotton Company (WUCC) ont aussi joué un rôle important dans l'organisation réussie de cette conférence. La conférence de deux jours a été précédée d'un dîner de gala de bienvenue le 31 octobre 2018 et s'est achevée par une excursion à Fine Spinners Uganda Ltd. le 3 novembre 2018.

Les objectifs de la conférence étaient d'offrir une plate-forme aux parties prenantes du secteur cotonnier africain pour créer des réseaux, partager des informations et des expériences sur la production durable de coton et pour identifier des opportunités de collaboration par le biais de CHA. La conférence a combiné des présentations d'experts classiques, des tables rondes et des séances de travail en groupes thématiques. Les contributions ont couvert les approches actuelles et les développements en cours dans les régions de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe ainsi que de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, avec des perspectives spécifiques fournies par le pays hôte, l'Ouganda.

La conférence a attiré un total de 155 délégués provenant de 20 pays différents. Les entités internationales présentes à la conférence comprenaient: la Coopération Internationale Allemande pour le Développement (le Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Économique et du Développement (BMZ) et la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)) ainsi que Tanzania Gatsby Trust (TGT). Les organismes de normalisation ont joué un rôle actif dans le cadre de la conférence et étaient représentées par Better Cotton Initiative (BCI), Cotton made in Africa (CmiA) et Fairtrade Africa. Des organisations panafricaines, incluant African Cotton and Textile Industry Federation (ACTIF) et Africa Cotton Association (ACA) étaient également représentées. Les délégués comprenaient des représentants d'organisations de producteurs de coton, de sociétés cotonnières, d'associations d'égreneurs et d'exportateurs de coton d'instituts de recherche sur le coton et d'agences gouvernementales.

Le dîner de bienvenue du 31 octobre 2018 a été honoré par Dr Eng. Joshua Mutambi, Commissaire aux Petites et Moyennes Industries au Ministère du Commerce et de l'Industrie en Ouganda, qui représentait l'Ambassadeur Julius Onen, Secrétaire Permanent, Ministère du Commerce, du Tourisme et des Coopératives et Mme Julia Kronberg, Chef de Coopération à l'Ambassade de la République Fédérale d'Allemagne en Ouganda. La Conférence Panafricaine du Coton fut officiellement ouverte le 1 novembre 2018 par l'Honorable (Christopher Kibanzanga, Ministre d'Etat chargé de l'Agriculture au Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie Animale et de la Pêche de l'Ouganda). CHA tient à remercier particulièrement Mme Jolly Sabune, Directrice Générale de CDO et M. Ben Anyama, Président du Conseil d'Administration de CDO, pour leur contribution à l'organisation et à la participation à cette conférence.

La conférence de l'année prochaine aura lieu dans la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Des informations sur la date et le lieu seront communiquées prochainement. CHA se réjouit d'accueillir l'ensemble du secteur.

Le rapport détaillé de la conférence et les présentations sont disponibles sur le [site web de CHA](#).

## Mots d'ouverture

**M. Corin Wood-Jones**, Directeur Général de CHA, a exprimé ses sincères remerciements à Cotton Development Organisation (CDO) de l'Ouganda. Sans la collaboration de CDO, la deuxième Conférence Panafricaine du Coton n'aurait pas été possible. Il a souhaité la bienvenue à l'Honorable Christopher Kibazanga, Ministre d'Etat chargé de l'Agriculture au Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie Animale et de la Pêche de l'Ouganda. Il a remercié M. Tony Caelers, PDG de Fine Spinners Ltd., et M. Bruce Robertson, Président de Uganda Cotton Ginners and Exporters Association (UCGEA), pour leurs diverses contributions à la préparation de la conférence. Il a souligné que CHA se réjouit de recueillir les points de vue et les commentaires des participants pendant la conférence afin de développer les stratégies et programmes futurs de CHA et de répondre ainsi aux besoins actuels et futurs du secteur.

**M. Ben Anyama**, Président du Conseil d'Administration de CDO, a souhaité la bienvenue aux délégués. Il a remercié CHA d'avoir choisi l'Ouganda comme lieu de la conférence. Il a expliqué que CDO, en tant qu'agence gouvernementale et autorité pour la réglementation et la promotion du secteur du coton en Ouganda, avait accueilli favorablement la demande de CHA de tenir la conférence en Ouganda car la conférence pouvait apporter une contribution au développement du secteur cotonnier et textile ougandais. Il espérait que la conférence mettrait en marche une collaboration entre CHA et les parties prenantes du secteur ougandais du coton. Un tel partenariat pourrait répondre aux défis sectoriels tels que l'augmentation de la production et de la productivité du coton et le faible niveau de mécanisation au niveau des producteurs en Ouganda. Ainsi, ce partenariat contribuerait au développement du secteur coton et textile dans le pays.

**M. Bruce Robertson**, Président de Uganda Ginners and Cotton Exporters Association (UGCEA), a remercié CHA d'être un organisme avec des personnes diversifiées. Il a préparé le terrain pour une discussion honnête et autocritique sur les défis auxquels est confronté le secteur cotonnier africain et les principales caractéristiques de l'expérience ougandaise qui ont aidé le pays à relancer la croissance du secteur cotonnier ougandais. En retraçant le développement du secteur du coton en Ouganda par rapport à d'autres pays producteurs régionaux, il a souligné que la réduction de la productivité dans le passé était due à des caractéristiques intrinsèques de l'industrie, et non à des raisons politiques. Par ailleurs, il a précisé que l'augmentation de la productivité du coton en Ouganda était due à la coopération entre les égreneurs, les producteurs et les représentants gouvernementaux, à l'autofinancement du secteur cotonnier sans aide gouvernementale, aux partenariats public-privé et à une relation honnête, ouverte et sans conflit avec un président qui soutient le développement du secteur du coton. Il a rappelé aux participants que là où les parties prenantes avaient un véritable intérêt économique à travailler ensemble, le secteur du coton pouvait prospérer.

**M. Andreas Pletziger**, Conseiller Politique Senior pour l'Agriculture, l'Innovation et la Recherche Agricole du Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Économique et du Développement (BMZ) a mis en évidence l'importance de la coopération en faisant référence à l'objectif de développement durable 17. Il s'est dit content de voir autant d'experts de la filière coton qui discutaient des opportunités et des défis dans le secteur cotonnier. Il a expliqué que l'intérêt du Ministère à soutenir le secteur du coton était enraciné dans la capacité du secteur à intégrer les gens dans les chaînes de valeur mondiales, ce qui se reflète dans la création d'une alliance textile lancée par Dr. Gerd Müller, Ministre Fédéral Allemand de la Coopération Économique et du Développement. Les membres de l'alliance ont convenu que la part du coton durable devrait atteindre 70 % d'ici 2025. Il a en outre souligné que la certification et l'amélioration continues étaient des domaines d'action importants pour le gouvernement allemand.

**L'Honorable Christopher Kibanzanga**, invité d'honneur, Ministre d'Etat chargé de l'Agriculture au Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie Animale et de la Pêche de l'Ouganda, a officiellement ouvert la conférence. Il a vivement illustré l'importance du coton pour l'existence de l'Ouganda et le rôle crucial des producteurs. Sans les producteurs, véritable cœur du secteur, le développement de la filière cotonnière serait en effet impossible. M. Kibanzanga a réaffirmé la nécessité d'un partenariat et la création d'avantages mutuels pour les parties prenantes du secteur du coton. Il a aussi mis l'accent sur l'importance d'accroître encore la valeur ajoutée domestique et la considération des effets du secteur coton sur les autres secteurs de l'économie.



## Présentations

### Présentation sur « La voie vers la transformation du secteur coton et textile »

**Mme Jolly Sabune**, Directrice Générale de Cotton Development Organisation (CDO) de l'Ouganda, a donné un aperçu détaillé du développement du secteur cotonnier dans le pays. Elle a abordé les principales réalisations, défis, plans de développement à moyen terme et les opportunités dans le secteur cotonnier et textile de l'Ouganda. Décrivant le secteur du coton comme une famille, elle a souligné les interdépendances qui le caractérisent, notant que le secteur du coton ne peut survivre sans les producteurs et les égreneurs. Pour défendre les besoins et pour contribuer au développement du secteur, les parties prenantes ont formé des associations comme l'Uganda Ginners and Cotton Exporters Association (UGCEA), qui financent principalement le Programme de Soutien à la Production de Coton. Ce dernier étant un effort conjoint de CDO et UGCEA. Elle a souligné les avantages qui pouvaient résulter de la production du coton en considérant que le coton possédait la plus longue chaîne de valeur parmi les produits agricoles. Elle a également abordé les avantages de la promotion de la valeur ajoutée domestique qui a le potentiel de créer des emplois, d'augmenter les revenus des producteurs, de maximiser les recettes en devises étrangères et de créer une substitution aux importations.

### Présentation « Du champ à la mode »

**M. Tony Caelers**, PDG de Fine Spinners Uganda Ltd, a illustré comment Fine Spinners a créé une situation où toutes les parties prenantes sont gagnantes en appliquant la durabilité tout au long d'une chaîne de production, c'est-à-dire, du champ à la mode, en utilisant le coton certifié par CmiA. Il a expliqué que Fine Spinners était très présent sur le marché européen à cause de la proposition de valeur unique que l'entreprise offrait. Maintenant une relation proche avec le Gouvernement ougandais, le personnel de Fine Spinners est soutenu sur le terrain par une équipe technique mise à disposition par CDO pour développer de bonnes pratiques agricoles. Il a souligné que l'un des plus grands défis auxquels le secteur du coton était confronté était la transmission de compétences aux agriculteurs, notamment en ce qui concerne l'utilisation et l'élimination appropriées des pesticides et la contamination par les peluches. Il a aussi mentionné que l'incohérence de l'offre et de la qualité étaient des défis auxquels d'autres pays faisaient face, mais qui ne concernait pas l'Ouganda. Ceci constitue donc un avantage majeur pour le pays. M. Caelers a souligné que le coton était le précurseur de l'industrialisation et que la chaîne de valeur du coton avait le potentiel d'améliorer les conditions de vie de plus d'un demi-million de familles cotonnières ainsi que d'accroître les possibilités d'emploi en Afrique.

### Présentation de CHA "Situation actuelle et perspectives de la production durable de coton"

Ouvrant la table ronde, **M. Corin Wood-Jones** a commencé sa présentation en esquissant les caractéristiques du secteur cotonnier africain. Par la suite, il a caractérisé le virage mondial vers la durabilité qui nécessitait une augmentation significative de la production et de la vente de coton cultivé de manière durable. Il a souligné les avantages d'une production de coton durable pour les petits exploitants et les sociétés cotonnières africains et a présenté les principales normes de coton durable, à savoir Cotton made in Africa (CmiA), Better Cotton Initiative (BCI), Organic Cotton et Fairtrade. Il a fait référence à leurs objectifs, à leur portée, à leurs processus de certification/vérification et aux défis de mise en œuvre perçus par les égreneurs, les producteurs et les normes du coton durable eux-mêmes. Il a noté que la collaboration entre les parties prenantes en Ouganda avait conduit à des améliorations tangibles dans le secteur ougandais du coton. Il a souligné la nécessité de telles collaborations pour réduire les faiblesses et pour consolider les forces des acteurs de la filière coton. Il a ensuite invité les panélistes Mme Alexandra Perschau de CmiA, Mme Alia Malik de BCI et M. Agapeters Kubasu de Fairtrade Africa à faire leurs présentations respectives avant une session débat.

### Présentations et débat d'experts sur la gestion de la durabilité et l'avenir de la certification dans la production durable de coton

**Mme Alexandra Perschau** a présenté aux participants l'Aid by Trade Foundation (AbTF) qui a établi la norme CmiA et qui a développé le processus de certification. Elle a également souligné l'importance des services de vulgarisation des égreneurs qui assurent la formation continue des agriculteurs. Faisant écho à l'honorable Christopher Kibanzanga, elle a souligné que l'agriculteur était au cœur de la norme CmiA. Sans la reconnaissance de leur valeur, la production et la certification du coton durable seraient impossibles. Elle a en outre souligné que les investissements financiers dans le « matériel » du coton

seraient vains si le « logiciel », c'est-à-dire les connaissances et la formation des agriculteurs, était ignoré. La capacité de satisfaire aux exigences du CmiA est donc fortement influencée par la mise en œuvre des formations.

**Mme Alia Malik** a présenté aux participants la mission, l'objectif et les personnes derrière BCI. Par ailleurs, elle a décrit son approche holistique, couvrant la durabilité environnementale, sociale et économique. Elle a mentionné les défis liés à la production de coton et les raisons pour lesquelles le renforcement des capacités des agriculteurs était essentiel dans l'approche de BCI. Elle a ensuite expliqué le programme d'assurance de BCI et a décrit les modes de financement de BCI et ses réalisations. Les marques commencent à s'engager en faveur du coton durable jusqu'à 100%, ce qui offre de grandes opportunités pour une production de coton durable. BCI reconnaît fondamentalement qu'une organisation ne peut à elle seule réussir une transformation globale. Pour cette raison, BCI travaille avec des partenaires de mise en œuvre dans le monde entier, comme l'AbTF en Afrique. Elle a souligné que la coopération avec d'autres normes présentait beaucoup plus d'avantages que le fait de se concentrer seulement sur BCI en tant que norme autonome.

**M. Agapeters Kubasu** a donné un aperçu des domaines d'activité de Fairtrade dans quatre réseaux africains ainsi que du rôle joué jusqu'à présent par le coton à travers l'engagement de Fairtrade. Il a présenté les plans sur le coton que Fairtrade prévoit en relation avec le marché, les producteurs et les gouvernements, et a élaboré sur la coalition d'approvisionnement pour le coton biologique Fairtrade en Afrique de l'Ouest - une initiative multipartite qui se concentre initialement sur le Mali, le Burkina Faso, le Bénin et le Sénégal. Il a expliqué que des organisations de producteurs fortes, des mécanismes de responsabilité clairs, des avantages pour les membres ainsi que des réseaux de coton forts qui pouvaient répondre aux besoins des producteurs et le fait de les défendre sont essentiels à la mise en œuvre des plans coton au niveau des producteurs. Alors que les produits clés du réseau Fairtrade étaient le vin, les noix, les huiles, le café, la banane, les fleurs, le thé et le sucre, M. Kubasu a noté que Fairtrade avait l'intention de développer les ventes de coton à l'international et de surmonter ainsi le déclin actuel des ventes de coton Fairtrade.

#### **CHA "Faits marquants et développements récents"**

**Dr. Gudrun Krause**, Directrice des opérations de CHA, a présenté l'équipe de CHA, située au siège social à Hambourg (Allemagne) ainsi que dans deux bureaux régionaux à Nairobi (Kenya) et Ouagadougou (Burkina Faso). Elle a donné un aperçu des domaines d'intervention et des mesures d'appui de CHA ainsi que de ses résultats obtenus jusqu'à présent et des possibilités de co-financement offertes par les fonds du BMZ/GIZ. Un aperçu des projets en cours, des mesures de formation, de deux projets pilotes et de la réserve de projets potentiels pour 2019, a suivi. Les bénéficiaires des mesures sont les producteurs de coton qui sont adressés par la coopération de CHA avec les associations cotonnières, les sociétés cotonnières et les coopératives de coton. Les mesures de qualification étaient étendues aux petits exploitants agricoles ainsi qu'aux sociétés cotonnières, l'accent étant mis sur les mesures de formation au renforcement des capacités. Elle a énuméré les critères d'éligibilité au co-financement qui stipulent qu'une part de 30% des mesures de formation et de renforcement des capacités doit bénéficier aux femmes et qu'une part de co-financement d'environ 50% doit être générée par l'entreprise soutenue. Dans un esprit de coopération, CHA administre une plate-forme gratuite de gestion des connaissances qui permet aux utilisateurs d'accéder au matériel de formation portant sur la production durable de coton et sur les études récentes. La plate-forme permet également d'échanger des connaissances avec CHA.

#### **Projet pilote SAP Kazinga Channel**

**M. Henry Gichohi**, Directeur de pays pour l'Ouganda et le Rwanda chez SAP, a présenté les activités de SAP visant à soutenir la numérisation des petites entreprises agricoles en mettant l'accent sur la collaboration avec CHA et l'alliance stratégique avec GIZ ainsi que d'autres partenaires du secteur privé. Il a expliqué que le projet s'articulait autour d'une solution de gestion de l'approvisionnement rural (Rural Sourcing Management - RSM) pilotée dans le cadre d'un projet conjoint d'innovation avec Nyakatonzi Growers Co-operative Union Ltd, Western Uganda Cotton Company Ltd et Uganda Cotton Development Organisation dans le canal de Kazinga et visant 40 000 petits exploitants agricoles. La solution RSM est un logiciel de gestion de la chaîne d'approvisionnement qui aide les petits exploitants agricoles des pays en développement à établir des liens avec d'autres acteurs de la chaîne de valeur et vise à améliorer la transparence, la responsabilisation et l'accès aux services financiers le long de la chaîne de valeur. La solution RSM est une application mobile (téléphone ou tablette) qui permet (1) la

saisie de données transactionnelles telles que l'inscription des agriculteurs, la participation à des formations, les informations sur les prix, l'approvisionnement en intrants, le classement de qualité, la certification de durabilité, les achats, la logistique (pré)paiement et de transport électronique en temps réel et (2) l'analyse des informations collectées en utilisant des outils SAP standard. Henry Gichohi a ensuite détaillé les activités réalisées depuis le dernier trimestre 2018, notamment l'atelier initial des partenaires à Kasese, les réunions de cadrage avec les sociétés cotonnières, la finalisation du contrat et la mise en route du projet associé du partenaire GIZ. Cela ouvrira la voie à un déploiement au cours du premier trimestre de 2019, le projet prenant fin en 2020.

### **Programme d'amélioration des semences de coton de CIRAD**

**Bruno Bachelier**, expert pour la Zambie au Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD), a décrit le secteur du coton en Afrique où les faibles volumes et les peluches représentaient 7% de la production mondiale, ainsi que les principales contraintes du secteur. Il a expliqué qu'il était nécessaire de soutenir la recherche et le développement dans le rétablissement des variétés locales de coton et la mise en place d'un programme de multiplication des semences. Ceci servirait à augmenter la productivité du rendement du coton. Le programme d'amélioration des semences mené par CHA est financé par le BMZ à travers la GIZ et le CIRAD apporte son expertise technique. L'objectif du programme consiste à évaluer et à améliorer les programmes de multiplication des semences de coton, à améliorer les programmes de sélection du coton et à récupérer l'ensemble des variétés de coton locales. Le programme cible quatre pays pilotes, à savoir la Zambie, la Tanzanie, la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso. Le programme comprend la collecte de données, l'analyse SWOT, le développement d'un programme de multiplication des semences de coton, ainsi que l'établissement et l'entretien des parcelles de semences. Les activités se déroulent en deux phases. La première phase consiste à mettre en œuvre une étude sur les graines de coton, tandis que la deuxième phase consiste à partager les résultats de l'étude sur les graines de coton avec les intervenants et à élaborer un plan de travail. Les travaux ont déjà commencé en Zambie et en Tanzanie, des conclusions initiales et des recommandations préliminaires sont disponibles pour chaque pays. Les prochaines étapes seront la mise en œuvre de l'étude sur les semences de coton au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire, suivie par la validation et par l'élaboration d'un plan de travail pour les deux pays.

### **Approche conjointe de formation des formateurs dans le domaine du coton en Zambie**

Abordant les défis relatifs à la formation des vulgarisateurs, le consultant **M. Michael Jenrich** a souligné que la vulgarisation exigeait que les connaissances théoriques des vulgarisateurs soient complétées par des compétences techniques et humaines afin de communiquer efficacement leur message aux agriculteurs. Il a ajouté que la formation doit être rationalisée et coordonnée entre les différentes organisations et que le contrôle de la qualité doit être renforcé. Il a souligné que la promotion de services de vulgarisation efficaces, harmonisés et fiables constituait l'une des mesures essentielles pour stimuler la production de coton. C'est dans ce contexte qu'a été lancée l'approche conjointe et commune de formation des formateurs (FdF) de coton pour la Zambie. La mission consistait à améliorer, à coordonner et à synchroniser les approches de la formation des formateurs et à développer des options de suivi et d'évaluation (S&E) de la vulgarisation afin d'améliorer la qualité des services de vulgarisation. M. Jenrich a présenté le concept d'un plan de formation commun pour la FdF qui devrait comprendre une évaluation des besoins de formation, la sélection et les exigences des formateurs, une liste de formation et un aperçu du budget. La structure organisationnelle du nouveau système d'extension proposé comprend un comité directeur et des formateurs principaux ainsi que deux niveaux de S&E. Il a expliqué qu'un calendrier différencié était prévu pour adapter les mesures de formation aux besoins saisonniers. Un programme national conjoint de formation compléterait et soutiendrait les mesures de FdF. Réfléchissant sur l'efficacité des approches FdF, M. Jenrich a également noté l'importance d'identifier si les agriculteurs mettent effectivement en pratique les recommandations fournies par les services de vulgarisation. S'il s'avère que l'agriculteur ne suit pas les recommandations, les agents de vulgarisation doivent envisager de ne pas travailler avec l'agriculteur concerné. Cela enverrait un signal fort qui encouragerait et récompenserait la conformité.

### **Analyse et synthèse régionales du secteur du coton, du textile et de l'habillement (CTA) en Afrique orientale et australe - Zambie, Kenya et Ouganda**

**M. Varun Vaid**, Directeur associé de Wazir Advisors, a préparé le terrain pour la discussion des développements sectoriels dans la région de l'Afrique orientale et australe. Sa présentation était basée sur une étude réalisée par SustaiNet Group Ltd. et Wazir Advisors, commandée par CHA. Analysant le

secteur du coton, du textile et de l'habillement (CTA) en Afrique orientale et australe, M. Varun Vaid a donné un aperçu de la méthodologie de recherche et de la structure des équipes adoptées pour la préparation de l'étude et a donné un aperçu de l'importance de la chaîne de valeur du CTA, des politiques du CTA dans les principaux pays producteurs, le changement dans la base manufacturière mondiale, les caractéristiques du secteur CTA au Kenya, en Zambie et en Ouganda, l'analyse SWOT régionale et les recommandations qui suivent l'analyse du secteur CTA. M. Vaid a souligné que la région exportait actuellement la plus grande partie du coton produit, ce qui lui permettait aussi d'exporter la valeur ajoutée de la chaîne de production. Il a souligné que l'accent devrait être mis sur la production du produit final car elle offrait un potentiel maximal de valeur ajoutée. Il a expliqué que c'était devenu une opportunité tangible car le coton était disponible en Afrique. Différents aspects contribuent au développement d'opportunités tangibles en Afrique : la disponibilité du coton, la jeunesse de la population fournissant la main-d'œuvre nécessaire, l'accès au marché en franchise de droits dans la région (AGOA / EBA / COMESA / EAC / GSP) et enfin l'augmentation de la consommation intérieure qui est prévue.

### **Vue d'ensemble de l'industrie cotonnière en Tanzanie**

**M. Marco C. Mtunga**, Directeur général du Tanzania Cotton Board (TCB), a donné un aperçu détaillé de la filière coton en Tanzanie. Il a abordé la structure de l'industrie, la production de coton, les mesures visant à accroître la productivité telles que la recherche sur le coton et la collaboration avec CHA, l'égrenage, la classification et le contrôle de la qualité du coton, y compris les mesures visant à contrôler la contamination, les exportations et la consommation locale, les possibilités d'investissement en Afrique orientale et australe et la compétitivité de la Tanzanie. Il a souligné que le travail avec les égreneurs n'était pas durable à moins que la communauté locale ne soit correctement intégrée dans les systèmes de soutien afin que les leçons apprises se poursuivent après la fin de l'intervention.

En outre, il a souligné que la question de savoir comment diffuser les connaissances était cruciale, c'est-à-dire la question de savoir comment relier les services de vulgarisation du gouvernement aux principaux agriculteurs : si la vulgarisation n'est pas abordée, la mise en œuvre d'autres mesures telles que la fourniture d'engrais et de produits chimiques ne transformera pas le secteur du coton.

### **État du secteur du textile et de l'habillement au Malawi**

Dans son exposé sur la situation du secteur du textile et de l'habillement au Malawi, M. Madaika C. Luwanda, Directeur exécutif du Cotton Council of Malawi, a fourni des informations générales sur le secteur au Malawi. Puis, il a présenté les contraintes et les possibilités de développement de ce secteur. En outre, il a décrit les possibilités de partenariat avec CHA. Il a noté que le Malawi, tout comme d'autres pays producteurs, devait faire face au déclin de la production. Il a souligné que la question de la qualité des semences restait le facteur le plus critique dans la recherche d'une augmentation de la productivité du secteur du coton sur l'ensemble de la chaîne de valeur.

### **Adoption des biopesticides dans la production durable de coton : Progrès, contraintes et perspectives - Expériences de l'Éthiopie, de la Zambie et de la Tanzanie**

Mme Alexandra Perschau a présenté un exposé préparé conjointement avec M. Hesbon Olweny, expert régional en S&E chez CHA au Kenya, sur l'adoption des biopesticides dans les programmes de durabilité de coton en présentant des expériences en Éthiopie, en Zambie et en Tanzanie. Mme Perschau a souligné que la gestion efficace des ravageurs du coton était un défi majeur pour les standards de durabilité et que la minimisation des effets négatifs des pesticides était une priorité absolue pour les normes de durabilité. Elle a présenté des exemples de réussite dans l'application du piégeage en masse des vers de la capsule par le piège à mola et l'utilisation de biopesticides à base de plantes tels que Solanum. Les deux méthodes sont de plus en plus acceptées. Mme Perschau a mentionné que le renforcement de la collaboration entre les sociétés cotonnières et les instituts de recherche sur le coton était une recommandation clé pour l'avenir, notant que les égreneurs n'avaient peut-être pas les réponses aux questions concernant le type de biopesticides, leur efficacité, les ravageurs cibles, la capacité de stockage et la durée de vie des biopesticides. Cependant, du matériel de formation gratuit sur les biopesticides est disponible sur la plate-forme de connaissances de CHA.

## Recherche sur les biopesticides en Afrique de l'Ouest

Dr. Vama Etienne Tia, Professeur et Chercheur à la Faculté des Sciences Biologiques de l'Université Péleforo Gon Coulibaly à Korhogo (UPGC) a donné un aperçu des recherches sur les biopesticides en Afrique de l'Ouest menées en partenariat par CIDT, COIC, UPGC et CHA. Il a souligné le problème de la protection des cultures de coton en Afrique de l'Ouest et a attiré l'attention sur les dangers des pesticides pour le sol, la biodiversité et la santé humaine, en déduisant qu'il était impératif de trouver des solutions biologiques pour la lutte contre les ravageurs. Dans ce contexte, l'objectif du projet est d'identifier des extraits de plantes efficaces (biopesticides) pour une éventuelle intégration dans la protection des plantes de coton au niveau national en Côte d'Ivoire, dans la sous-région et de présenter les bénéficiaires, c'est-à-dire les agriculteurs et les clubs de femmes, ainsi que le matériel et la méthode de l'étude. Il a expliqué que le projet faisait appel à un laboratoire bien équipé pour extraire les huiles essentielles des plantes et que des tests avaient été effectués en combinant des extraits pour déterminer s'il existait des synergies utiles. Bien qu'il ait mis en garde les participants en précisant que des tests ont été effectués jusqu'à présent sur très peu de sites d'essai et que l'étude devait être répétée pendant au moins deux saisons afin de confirmer/réfuter le potentiel des extraits végétaux examinés, il a souligné que les extraits végétaux pouvaient influencer le contrôle de la population de certains insectes suceurs et chenilles.

## Partenariat de co-financement CHA – CIDT

Mme Hassaita Kaba, Assistante de projet au CIDT, a fait une présentation sur le partenariat de cofinancement « Améliorer la productivité et les revenus des producteurs de coton durable » entre CHA et CIDT, préparé conjointement avec Ahissi Kouao, Point Focal et Chef de projet au CIDT. Elle a indiqué comme objectifs du projet la consolidation des agents de vulgarisation par rapport aux bonnes pratiques agricoles (BPA), le renforcement des capacités des agriculteurs sur les BPA, la promotion du genre et l'amélioration des revenus des femmes cotonnières, la sensibilisation contre le travail des enfants et l'amélioration des conditions de travail ainsi que la considération des questions environnementales au niveau des égreneurs. Elle a précisé que des chercheurs rendraient visite aux agriculteurs pour s'assurer qu'ils comprenaient bien la structure et les objectifs de la mise en œuvre du projet. Elle a présenté la population cible, composée de personnel, d'agriculteurs et de femmes résidentes, ainsi que les résultats de la mise en œuvre et le processus de certification CmiA avec CIDT. Enfin, Mme Kaba a partagé les leçons apprises et les défis rencontrés durant la mise en œuvre du projet. Elle a souligné la nécessité de maintenir l'impact du projet au-delà de la période de mise en œuvre ainsi que la nécessité d'intégrer tous les agriculteurs.

## Discussions de groupes thématiques

Après la pause déjeuner et le réseautage B2B du premier jour de la conférence, les participants ont eu l'occasion de participer à l'une des trois sessions de groupes thématiques sur les approches de la certification et de la vérification (expériences, leçons apprises, avantages et inconvénients, voie à suivre), l'amélioration continue et la gestion durable (tendances actuelles, défis et voie à suivre) et les biopesticides (développements futurs, résultats des essais et voies à suivre). Après la pause-café, les résultats des discussions de groupe ont été présentés et les participants ont été invités à discuter et à partager leurs expériences en séance plénière.

**Le groupe de travail thématique 1 sur les approches de certification et de vérification**, animé et présenté en séance plénière par M. Tom Apina, Directeur régional de Cotton Expert House Africa à Nairobi, a examiné la nécessité d'une harmonisation des normes, la relation entre les normes et les questions de productivité et comment les efforts de durabilité au niveau des égreneurs contribuent aux efforts de durabilité à d'autres niveaux de la chaîne de valeur. Parmi les autres sujets abordés par les participants figuraient l'évaluation de la conformité aux exigences d'une norme particulière conduite par Afrisat Ltd, les avantages de la certification, la rapidité de la prestation de services selon une norme donnée, la position des normes sur le coton OGM, la justification du choix par un égreneur d'une norme particulière et les raisons sous-jacentes à la décision des normes d'opérer dans un pays mais non dans un autre. En réponse à la question de savoir qui fixe les critères qui régissent les normes, Romain Deveze, Responsable du programme mondial chez BCI, a répondu que les critères étaient le résultat d'un processus consultatif qui prend en considération les attentes des différentes parties prenantes du secteur privé et de la société civile. Romain a ajouté qu'il ne fallait pas considérer les normes comme l'objectif final, mais plutôt comme une incitation à progresser à mesure que les normes évoluaient avec le temps.



**Le groupe de travail thématique 2 sur l'amélioration continue et la gestion de la durabilité**, animé et présenté en plénière par Romain Deveze, s'est concentré sur quatre questions principales. En commençant par la définition de l'amélioration continue, M. Deveze a insisté sur le fait que l'amélioration continue se distinguait de la conformité. En effet, l'objectif final est de s'assurer que le producteur continue à réfléchir sur ses pratiques et à les améliorer de manière progressive. En ce qui concerne la question de savoir comment sensibiliser les agriculteurs pour qu'ils améliorent leurs performances sur le terrain, les participants ont constaté qu'il fallait leur promettre des améliorations tangibles et que les initiatives devaient être facilement accessibles à un large éventail d'agriculteurs, que les récompenses en espèces devaient être traitées avec prudence et que les principaux agriculteurs devaient être identifiés pour servir d'exemples aux autres agriculteurs. En ce qui concerne la question de savoir comment établir des partenariats fructueux, l'idée de collaborer avec les services de vulgarisation du gouvernement a été soulignée, compte tenu du fait que le gouvernement, en tant que coordonnateur, établit les règles de base et veille à ce que tous les intervenants s'entendent sur un programme commun. En outre, on a souligné que l'agriculteur devait être perçu et traité comme un collaborateur dont les besoins devaient être pris en considération. Enfin, l'importance d'un cadre de suivi et d'évaluation utile pour l'évaluation de l'écart entre les performances des agriculteurs sur le terrain et les objectifs a été discutée.

**Le groupe de travail thématique 3 sur les biopesticides**, animé et présenté en plénière par M. Boureima Sanon, Directeur régional de CHA à Ouagadougou, a favorisé l'échange des expériences spécifiques des participants en termes de types et d'application. La principale préoccupation des participants en termes de types et d'était centrée sur la nécessité d'obtenir des informations scientifiques sur les ingrédients et l'impact spécifique des biopesticides. En outre, le développement de la production de biopesticides soulève la question de savoir comment accroître la production d'ingrédients, tels que la culture d'arbres ou de plantes qui servent de sources de biopesticides. Au cours des discussions, on s'est inquiété du fait que les agriculteurs pourraient abandonner la production de coton pour se consacrer aux plantes nécessaires à la production des biopesticides. Les participants ont en outre soulevé les questions des modes d'action, des dates d'expiration des biopesticides, de la commercialisation de la production de biopesticides ainsi que de la commercialisation et de la normalisation des biopesticides.